

COMPTE RENDU DU COMITE DE PROSPECTIVE DU 25 NOVEMBRE 2014

Adresse postale

Espace Recherche et Prospective

URIOPSS Rhône-Alpes

259 rue de Créqui

69422 LYON cedex 03

Présents : David **BLANC**- doctorant philosophie ; Henri **BOSSU**- Adsea 69 ; Olivia **BUREAU**-adsea 26 ; Daniel **CADOUX** – Président Cnape; Laure **CHAREYRE**- Uriopss RA; Yves **DARNAUD**-Adsea 26 ; Jean-Paul **DEMARD**- Codase (38) ; Florence **DESCOURS**- Uriopss RA ; Leo **FARCY-CALLON**- doctorant sociologie ; Anne-Marie **FAUVET** –Cnlaps ; Odile **FICHTER**- Adsea 38 ; Annie **GOGLIA**- Ireis ; Marie-Claude **GUYOMARC'H**- Adsea 38 ; Andrea **JORGE-GRELLET**- Adaeear (69) ; Bertrand **JULLIEN**- Adsea 42 ; Eric **MAUGOURD** – Maison des Marches (26) ; Benoit **MENARD** – DG Uniopss ; Jean-François **MEUNIER** –Adsea 42; Pascal **PELLERIN**- Cnlaps ; Yannick **PENDOLA**- Acolade (69) ; Louis **PENOT**- Cnape ; Jean **PERRIN**- Adaeear (69) ; Fabienne **QUIRIAU**- DG Cnape ; Didier **WUSNER**- Adaeear(69).

I- Approbation du compte rendu de la réunion du 17 juin 2014 : Le compte rendu est adopté

II- Henri Bossu accueille l'ensemble des membres et les invités : Fabienne QUIRIAU - DG de la CNAPE, Daniel CADOUX- président de la CNAPE, ainsi que Benoit MENARD- DG UNIOPSS.

Henri Bossu rappelle les origines et l'envie commune des adhérents de la CNAPE et de l'URIOPSS de créer cet espace de recherche et de prospective à titre expérimental pour deux ans.

Quelques points d'actualité avant de faire la restitution des travaux

- Confirmation de la validation officielle du financement de l'ONED pour la recherche sur les placements familiaux / un article Catherine Lenzi et Yves Darnaud sur le Forum de la CNAPE ;
- Extension des liens au Québec avec l'IREIS ;
- Initiative de la Garde des Sceaux sur un groupe d'appui (Yves Darnaud chef de projet ERP) ;
- Sollicitation de l'OIJJ pour aller à Bruxelles à la 6^{ème} conférence Internationale.

Tout ceci traduit un fort intérêt au-delà de la seule région RA pour cet Espace Recherche et de Prospective.

III- Etat des lieux des travaux en cours : introduction par Yves Darnaud

III. 1 - Trois dossiers « RECHERCHE » sous le pilotage de l'IREIS, « Action éducative contrainte », « les Incasables » et « Accueil familial » :

- **L'action éducative contrainte**, financée par la Mission Recherche Droit et Justice : Difficulté réelle à définir ce qui caractérise la contrainte entre le cadre judiciaire et le cadre éducatif, le tout organisé par des protocoles d'où l'importance de mieux la qualifier. Remise de la recherche d'ici le 23 décembre 2014. Validée par le GIP Mission Recherche Droit et Justice, elle pourra ensuite être diffusée à partir de Janvier 2015.
Différentes questions se sont posées dans le cadre de cette recherche : Les centres fermés sont-ils réellement fermés ? Y a-t-il des ouvertures dans ces centres ? Elément intéressant de l'effet miroir entre parcours de jeunes en très grande difficulté, sans cesse déplacés, et des professionnels dont l'itinéraire fait penser aux « carrières nomades ».
Recherche construite initialement dans le cadre d'un partenariat ADSEA 26 et IREIS, puis intégrée dans le programme de l'ERP. La méthode retenue a permis de conjuguer des compétences différentes et d'associer les professionnels des établissements concernés.
Importance de croiser les savoirs de terrain, de l'expérience, et les savoirs académiques.
- **Recherche sur les « incasables », financée par la Mission Recherche Droit et Justice.**
Nécessité de rompre avec ce terme : On parle plus de jeunes en échecs continus ou répétés. Etude de 21 situations dans 7 départements RA et IDF (3 situations par département) avec un accès privilégié aux dossiers. Réunion de l'ensemble des professionnels concernés par ces situations avec une présentation des parcours. Examen de l'échec au regard de la logique de système. Rapport intermédiaire rendu et pilotage de la PJJ. En RA les premiers focus groupes vont être mobilisés.
Ce sont uniquement les professionnels qui sont intervenus dans le choix des situations et la description des parcours.

Préparation d'un papier sur les résultats de ces deux premières recherches

Quels changements sont observés dans les pratiques ? Comment prolonger la recherche par la mise en place de « communautés de pratiques » entre professionnels et chercheurs : travailler avec des chercheurs impacte les pratiques et permet de booster la réflexion.

Trois niveaux d'impact : sur les politiques publiques/ sur le management / sur les pratiques de terrain.

- **Recherche sur le « placement et accueil en famille »** : avec le financement de l'ONED. Mise en place en cours de la recherche avec Accolade / Sleas / Maisons des Marches/ Adsea 26/ Adsea Vaucluse/ Conseil général 26 : **Soit 6 services de placements familiaux dont un public.** L'ONED restreint l'approche du placement familial aux assistants familiaux. ERP souhaite prolonger la recherche en comparant toutes les formes de placement familial, au niveau international si possible.
Démarrage de la recherche début décembre : formation/ définition d'un placement familial/ épreuve de professionnalité (y compris dans le cadre du droit du travail à creuser du côté européen). Aujourd'hui la cible est uniquement la cible des assistants familiaux.

Méthode dans la continuité des deux autres recherches avec focus groupe/ Un rapport intermédiaire en Juin 2015.

III-2- Un dossier « PROSPECTIVE » : piloté par Christine Chognot (Uniopss) sur la question des « **Entrées- parcours et sorties des dispositifs** ».

David Blanc et Yves Darnaud présente le niveau d'avancée du groupe qui a encore beaucoup de travail dans les semaines à venir.

Christine Chognot anime cet atelier « prospective »: Intérêt de conjuguer la connaissance par la recherche intégrée et l'élaboration de scénarios d'avenir : méthode ascendante qui s'ancre dans les milieux de pratiques. Comment voit-on évoluer politiques et pratiques dans les 5 à 10 ans ?

Un groupe est constitué de 18 personnes mixant des responsables de services, des administrateurs, un ancien juge pour enfants, des conseillers techniques, des chercheurs.

Définition des indicateurs qui permettent d'aborder cette thématique : l'enfant et sa famille (droits, mutations de la famille), les politiques publiques, la pratique des associations, les logiques collectives (fédérations, fractures ou groupements, coopérations, liens entre secteurs enfance / handicap...), ce qui émerge dans la société, les risques, les opportunités.

Une note de problématique a été validée par les 18 membres du groupe. Travail de synthèse fait par 8 personnes qui reviennent devant les 18 personnes.

Christine Chognot propose de nous aider autant que possible à rédiger les scénarios pour la suite des travaux.

IV- Temps de parole aux invités et débat : F. Quiriaud, D. Cadoux et B. Menard :

Daniel Cadoux : est très satisfait de pouvoir participer à cette réunion et de mieux comprendre ce qu'est l'ERP. Apprécie la qualité de la réflexion collective et des enseignements que tous pourrions en tirer.

Fabienne Quiriau : beaucoup d'intérêt pour ce travail d'intelligence collective.

La CNAPE a aussi lancé un travail de prospective et s'interroge sur comment croiser ensemble les expériences. Des enseignements sur une expérimentation en Eure et Loire ; les objectifs sont différents et l'étude part des jeunes et leur famille.

La prospective de la CNAPE est engagée avec la méthode de « Futurible » : un groupe de travail entre 18 et 20 personnes dégagées de l'histoire de la protection de l'enfance en partant du bien-être des enfants à l'horizon de 2020. Identification de grands ensembles avec des composantes /Passé- aujourd'hui et demain. Appel à France Prospective avec deux personnes sur le social. Convergence totale sur les approches des professionnels.

Benoit Menard : très intéressé aussi par cet Espace et souligne l'importance de viser sur quoi cela va déboucher. Sur la question de la « contrainte » il s'agit bien de l'interaction entre l'adulte et le jeune. Travail très individuel vis-à-vis du public. Pour les « Incasables » : le public n'est pas adapté aux cases mais les cases sont-elles adaptées aux jeunes ? Pour l'accueil familial, signale deux fédérations d'assistants familiaux à l'Uniopss/ voir s'il y a des représentants en RA. Sur la prospective : voir comment avec l'ouverture sur des scénarios on peut intervenir sur la société. Importance de rechercher l'intérêt général : nécessité de constater les désaccords (y compris les passions personnelles très nombreuses dans le social et l'éducatif), et d'aller vers le consensus qui tend à l'intérêt général.

Madame Fauvet : signale une action aussi en prévention spécialisée qui est une recherche action avec la participation des jeunes et des professionnels sur 10 sites. Questions autour de la

participation/ capacité des personnes/ accueils différenciés/ et les équipes nécessaires pour engager des actions.

Cela interroge le pouvoir d'agir dans la protection de l'enfance des familles et des enfants.

Intérêt de témoigner de récits de vie individuel / à enrichir par des dynamiques collectives.

Participation des jeunes et de leur famille / voir aussi les expériences avec les adultes.

Tout le monde convient de l'importance de la démarche de recherche pour sortir des interprétations plus dogmatiques qu'objectivées.

V- Rappel des projets en suspens :

- Etude prospective territoriale PJJ /SG MAP/ réfléchi en lien avec Luc Henry Choquet/ PJJ Proposition de s'associer pour réaliser une démarche prospective territoriale. Mis en suspens et attente de la décision de la DPJJ.
- Parentalité
- **Nouveaux projets à envisager avec le Québec** (étude de faisabilité à conduire par le Copil). Voir les programmes en cours avec le Québec : deux projets possibles de coordination sur l'action éducative contrainte et le placement familial. Mais la question des moyens financiers et humains se pose.
Remarques sur le risque de cantonner l'ERP sur ces 2 recherches. Alors que de nombreuses questions se posent telles que : la pratique des droits de l'enfant et ceci dans les différents secteurs au-delà de la protection de l'enfance ; le travail avec les familles dans leur conception actuelle. Vision philosophique de la société.
- **Participation au « Groupe d'Appui »** auprès de la Garde des Sceaux, chargé de faire un inventaire des savoirs et de la recherche sur la délinquance juvénile et la justice des mineurs. Yves Darnaud y représente l'ERP en tant que chef de projet. Fabienne Quiriaux y participe aussi : préparation de la célébration des 70 ans de l'ordonnance de 1945 qui semble plutôt être le coup d'envoi de son « abrogation ».

VI- Questions diverses

- Demande d'adhésion à l'ERP de l'Institut de Seillon 01, rencontre avec l'Adsea Vaucluse et l'association Rheso regroupées sous ALLIA / OK
- Mise en œuvre du site internet ERP à revoir au Copil.
- Point sur les cotisations 2014 et proposition de cotisation 2015 à 400 €. Attention à ne pas trop augmenter la cotisation car les petites associations vont avoir du mal à suivre.
- Rencontre ERP – DIRPJJ le 3 décembre prochain (Henri Bossu, Laure Chareyre et Yves Darnaud).

Prochain Comité de prospective : 11 mars 2015 à 14h à l'Uriopss

Le président de l'ERP

la vice-présidente

le chef de projet

Henri BOSSU

Laure CHAREYRE

Yves DARNAUD

Président ADSEA 69

Directrice URIOPSS

Secrétaire général ADSEA 26

